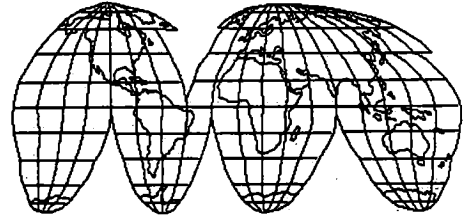


Du 18 au 24 mai 1995



Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
Direction des communications sur la politique étrangère (BCF)

(available in English)

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
COMMUNIQUÉS :**

Visite de M^{me} Stewart en Tanzanie

Le 24 mai 1995, n° 95

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé que la secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique), M^{me} Christine Stewart, effectuera une visite en Tanzanie du 24 au 27 mai. Elle participera à plusieurs manifestations qui marqueront la reconduction et la diversification des relations bilatérales du Canada avec ce pays. « Il me fait plaisir d'être ici aujourd'hui en cette grande occasion, a déclaré M^{me} Stewart. Les changements observés dans le climat politique et économique de la Tanzanie facilitent l'évolution de nos relations. En plus de réinstaurer l'aide au développement, j'envisagerai avec mes homologues tanzaniens des moyens de stimuler les investissements et les échanges bilatéraux. » À ce propos, M^{me} Stewart a souligné que des sociétés minières canadiennes effectuent de la prospection en Tanzanie. M^{me} Stewart doit rencontrer le président de la Tanzanie, M. Ali Hassan Mwinyi, le premier ministre, M. Cleopa David Msuya, et des ministres de premier plan dont le ministre des Affaires étrangères et le ministre d'État à la Planification.

**M. Ouellet participera à une série de rencontres bilatérales
et multilatérales en Europe**

Le 19 mai 1995, n° 94

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé qu'il entreprend une tournée européenne pour rencontrer ses homologues, dans le contexte d'entretiens bilatéraux et multilatéraux. M. Ouellet se rendra d'abord à Bonn pour s'entretenir avec le ministre des Affaires étrangères de l'Allemagne, M. Klaus Kinkel. Ils auront des discussions préparatoires au Sommet du G-7. M. Ouellet abordera aussi, avec son hôte allemand, les questions de la sécurité en Europe, de l'intensification des relations transatlantiques et de l'aggravation de la situation dans l'ex-Yougoslavie. M. Ouellet se rendra ensuite à Genève et à Berne où il rencontrera son homologue suisse, M. Flavio Cotti. Ils discuteront du processus de paix au Moyen-Orient, du rôle de premier plan que pourrait jouer la Suisse au sein de la Francophonie ainsi que de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, qu'elle présidera en 1996. De plus, M. Ouellet entend promouvoir la candidature de Québec aux Jeux olympiques de 2002 et celle de Montréal au siège du secrétariat de la Convention sur la biodiversité. Le point culminant de cette série de rencontres est la participation du ministre aux sessions ministérielles du Conseil de l'Atlantique Nord et du Conseil de Coopération de l'Atlantique Nord, à Noordwijk, aux Pays-Bas, les 30 et 31 mai. L'ordre du jour de ces réunions prévoit des discussions sur l'élargissement de l'OTAN ainsi que ses relations avec la Russie. Le Conseil étudiera aussi l'évolution de la situation dans l'ex-Yougoslavie. Finalement, à l'invitation du gouvernement français, M. Ouellet sera à Paris le 1^{er} juin, pour y poursuivre des discussions avec le nouveau ministre des Affaires étrangères de la France et le vice-président de la Commission européenne, dans le cadre de la *Déclaration transatlantique*, laquelle établit des principes de coopération et des objectifs communs pour le Canada et l'Union européenne.

Participation ministérielle à la réunion de l'OCDE

Le 18 mai 1995, n° 93

Le ministre du Commerce international, l'honorable Roy MacLaren, a annoncé qu'il dirigera une délégation ministérielle comprenant le ministre du Développement des ressources humaines, M. Lloyd Axworthy, et le ministre de l'Industrie, M. John Manley, à la réunion de cette année des ministres des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui se tiendra à Paris les 23 et 24 mai. Les ministres y discuteront de la croissance économique, de l'emploi, du progrès social ainsi que du renforcement du système commercial et financier international. « L'OCDE peut grandement soutenir les efforts de libéralisation du commerce et de l'investissement à l'échelle mondiale », a déclaré M. MacLaren. « Je m'attends à ce que les ministres qui participent à la réunion de Paris s'entendent sur la négociation d'un accord multilatéral innovateur sur l'investissement, a-t-il ajouté. Un accord sur l'investissement étranger comblerait une importante lacune dans la réglementation internationale, aiderait les firmes canadiennes qui investissent à l'étranger et créerait des emplois plus nombreux et meilleurs au pays. »

**M. MacLaren se rend en Europe centrale et en Europe de
l'Ouest pour stimuler le commerce et les investissements**

Le 18 mai 1995, n° 92

L'honorable Roy MacLaren, ministre du Commerce international, sera en Europe du 22 mai au 1^{er} juin pour discuter de la libéralisation des échanges et des investissements entre l'Amérique du Nord et l'Europe, et pour renforcer les liens avec les pays de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Ouest en matière d'échanges et

d'investissements. Il sera accompagné par plus de 30 représentants d'entreprises canadiennes pour la portion du voyage qui se déroulera en Europe centrale. M. MacLaren prononcera, devant le Royal Institute for International Affairs à Londres, une importante allocution sur l'idée d'un pacte commercial transatlantique; il dirigera la délégation canadienne à l'assemblée annuelle des ministres des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à Paris; il s'entretiendra avec des ministres à Varsovie, Budapest, Prague et Bonn; il rencontrera d'importants industriels allemands et s'adressera à des groupes d'entreprises de premier plan à Düsseldorf et Stuttgart; enfin, il rendra visite au nouveau directeur général de l'Organisation mondiale du commerce à Genève. « L'invitation lancée par le Premier ministre Chrétien à l'Union européenne en décembre dernier d'envisager un pacte de libre-échange avec l'Amérique du Nord suscite de plus en plus d'intérêt sur la scène internationale, a déclaré M. MacLaren. Je compte tirer parti de cet intérêt pendant mon voyage. Il ne fait aucun doute que la libéralisation des échanges et des investissements transatlantiques serait avantageuse pour l'Europe et l'Amérique du Nord, et favoriserait la libéralisation du commerce mondial. »

DISCOURS

Nous reconnaissons tous qu'il est primordial de bâtir une OMC [Organisation mondiale du commerce] solide et capable de superviser efficacement le fonctionnement du système commercial multilatéral. Nous n'y sommes clairement pas encore parvenus. Il faut bien plus que des ressources additionnelles pour s'acquitter d'un mandat élargi. Il nous faut l'engagement des gouvernements — et surtout de ceux qui sont représentés ici — de renoncer aux mesures non conformes aux nouvelles règles. Il faut nous engager à nous en remettre aux nouvelles procédures de règlement des différends — plutôt qu'aux mesures de rétorsion — lorsqu'il s'avère impossible de trouver des solutions négociées. Il nous faut aussi, et c'est le plus important, mobiliser la volonté politique requise pour faire progresser le programme commercial, pour s'attaquer à de nouvelles questions ainsi que pour améliorer et renforcer l'ensemble du système. [...] Tout plan détaillé de libéralisation plus poussée du commerce devrait comprendre les éléments suivants : premièrement, l'achèvement des négociations engagées sur les services, à commencer par les services financiers. Si nous voulons réussir, les pays ici représentés devront faire des efforts particuliers pour améliorer leurs offres dans l'ensemble du secteur des services de façon à permettre l'application d'un régime NPF [nation la plus favorisée] libéral pour les services financiers dans le cadre de l'OMC. Deuxièmement, notre décision de cette semaine de lancer la négociation d'un accord contraignant sur l'investissement constitue une étape importante. Les courants mondiaux d'investissements se sont considérablement accrus. Un accord ouvert aux pays non membres de l'OCDE renforcera le système commercial multilatéral. Nous devrions inviter le Secrétariat de l'OMC à observer les négociations. Nous devrions engager, à Genève, des discussions informelles avec les pays non membres de l'OCDE pour jeter les bases des décisions à prendre en 1996 sur l'inclusion de l'investissement dans le programme de travail de l'OMC. [...] L'OCDE doit prendre l'initiative de faire progresser la libéralisation du commerce et être prête à contrer, par une analyse et un débat rigoureux, les arguments de ceux qui refusent d'aller plus loin. L'une des priorités de l'OCDE doit être d'approfondir l'étude et la recherche, non seulement sur les avantages économiques de la libéralisation, mais aussi sur les coûts de la protection — qu'il s'agisse de droits de douane à la frontière, de mesures antidumping ou de subventions à l'exportation. Nous devrions renverser l'argument utilisé pour refuser la poursuite de la libéralisation. Quels sont les coûts du statu quo protectionniste? Que perdons-nous en termes d'emplois et de production? Quelles inefficiences maintenons-nous inutilement?

Notes pour une allocution de l'honorable Roy MacLaren, ministre du Commerce international, à la Réunion ministérielle de l'OCDE sur le renforcement du système multilatéral : « La consolidation des résultats de l'Uruguay Round à Paris (France), le 23 mai 1995, 95/33.

Ces dernières années, l'Europe et l'Amérique du Nord ont joué un rôle central dans l'édification du nouveau système commercial multilatéral. Ces efforts ont été couronnés par l'institution récente de l'Organisation mondiale du commerce. Nous avons chacun recherché une meilleure intégration régionale, d'abord au sein de l'Union européenne puis, plus récemment, dans le contexte de l'ALENA [Accord de libre-échange nord-américain], qui a stimulé la libéralisation du commerce en Asie, en Amérique latine et ailleurs. Mais aujourd'hui, l'Europe et l'Amérique du Nord semblent étrangement paralysées, et apparemment incapables de voir la route à suivre tout en comprenant que la mondialisation rend le statu quo périmé. Il est temps de faire le prochain pas logique et de bâtir le libre-échange transatlantique. Les flux commerciaux et financiers justifient déjà un cadre économique plus structuré — des échanges commerciaux de 250 milliards de dollars et des investissements de 460 milliards de dollars reflètent une production transatlantique combinée de plus de 2 billions de dollars. [...] Ce qui devient clair, c'est qu'il nous faut un contexte — un forum — dans lequel nous pourrions commencer à exprimer notre désir commun de faire progresser la relation transatlantique. Nous devrions songer à former un Groupe transatlantique de personnalités éminentes, essentiellement ou exclusivement composé de représentants du secteur privé, qui serait chargé d'engager la préparation d'un programme d'action plus détaillé. En Allemagne, au Canada, en Grande-Bretagne et aux États-Unis, pour ne nommer que quelques pays, des groupes nationaux explorent déjà les meilleurs moyens de canaliser le mouvement de plus en plus marqué vers le libre-échange transatlantique. Le Groupe pourrait commencer par examiner les tendances des flux commerciaux et financiers transatlantiques ainsi que les perspectives à moyen terme, par exemple jusqu'en l'an 2000. Il pourrait aussi identifier les problèmes tarifaires et non tarifaires qui devraient être réglés par les gouvernements. Et il devrait cerner les grandes priorités pour les futures négociations commerciales, notamment en examinant les lacunes des structures ou accords existants. Le Groupe pourrait présenter son rapport, d'ici juin 1996, à une réunion de ministres ou de dirigeants représentant l'Europe et l'Amérique du Nord — un Sommet atlantique — de sorte que nous puissions commencer à discuter de ces questions autour d'une même table. Si l'ère de la guerre froide a été façonnée par un monde divisé, le nouvel ordre mondial

sera façonné par un monde qui converge, parfois à un rythme étourdissant. Ce qui pose des défis tout en offrant des possibilités. La diffusion du pouvoir économique, la montée de l'Asie et la création de grands blocs régionaux sont toutes des manifestations d'un système mondial dans lequel nous sommes à la fois plus interdépendants et moins cohésifs. Dans ce sens, le défi de l'après-guerre froide n'est pas différent de celui auquel est confronté le système international après chaque grande période de bouleversements : comment se donner une volonté collective ou une vision unifiante en l'absence d'une menace unifiante? Après les guerres napoléoniennes, on a négocié le Concert européen; après la Grande Guerre, on a créé la Société des Nations de malheureuse mémoire; et après la Deuxième Guerre mondiale, on a établi les systèmes de Bretton Woods et des Nations Unies. Que doit être la nouvelle architecture de l'après-guerre froide? Qu'est-ce qui la justifierait?

Notes pour une allocution de l'honorable Roy MacLaren, ministre du Commerce international, devant le Royal Institute of International Affairs «L'édification rapide du libre-échange trans-atlantique » à Londres (Angleterre), le 22 mai 1995, 95/32.

CABINET DU PREMIER MINISTRE

L'activité physique et le sport sont profondément enracinés dans la culture canadienne. Que ce soit en goûtant la tranquillité d'un lac en canot ou la rapidité du hockey sur glace, les Canadiens connaissent bien les plaisirs et les récompenses de la vie active. L'activité physique et le sport transcendent les différences linguistiques et culturelles, ils véhiculent des valeurs qui contribuent à donner de la vigueur à nos sociétés, notamment la discipline, le travail d'équipe et le fair-play. Depuis quelques années, les Canadiens sont de plus en plus conscients des avantages de l'activité physique pour la santé. Ils sont de plus en plus nombreux à mener une vie en général plus active. Nos gouvernements unissent leurs efforts afin d'inciter davantage les Canadiens à faire de l'exercice physique et à pratiquer des sports. Le Canada s'est également fait une solide réputation en ce qui a trait à l'organisation de réunions sportives internationales. Nous avons démontré notre savoir-faire à l'occasion des Jeux olympiques de Montréal et de Calgary. L'été dernier, nous avons organisé à Victoria les Jeux du Commonwealth qui ont remporté un vif succès. En 1999, nous aurons une fois de plus le privilège d'accueillir les Jeux panaméricains à Winnipeg. Et nous sommes vraiment très heureux de figurer parmi les quatre finalistes pour la présentation des Jeux olympiques d'hiver de 2002, qui, s'ils sont accordés au Canada, se dérouleront ici même à Québec.

Notes pour une allocution du très honorable Jean Chrétien, premier ministre du Canada, à l'occasion des cérémonies d'ouverture du Forum mondial de l'activité physique et du sport à Québec (Québec), le 21 mai 1995.

À VENIR :

- | | |
|------------------|---|
| 30-31 mai : | Sessions ministérielles du Conseil de l'Atlantique Nord et du Conseil de Coopération de l'Atlantique Nord (Noordwijk, Pays-Bas) |
| 5-10 juin : | 25 ^e Assemblée générale de l'OEA (Port-au-Prince, Haïti) |
| 15-17 juin : | Sommet du G-7 (Halifax) |
| 4-15 septembre : | Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes (Beijing, Chine) |

**This We
in Trade
Foreign I**

DOCS

CA1

EA

T38

May 18-24 May 24,

1995

Copy 1

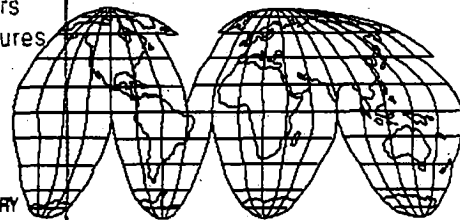
**Le commerce et
la politique étrangère
cette semaine**

Min. des Affaires étrangères

MAY 31 1995

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY

RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE



**Department of Foreign Affairs and International Trade
Foreign Policy Communications Division (BCF)**

(disponible en français)

**FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL TRADE:
PRESS RELEASES:**

Secretary of State Stewart Visits Tanzania

May 24, 1995, no. 95

Foreign Affairs Minister André Ouellet announced that Secretary of State (Latin America and Africa) Christine Stewart is visiting Tanzania, May 24-27. Mrs. Stewart will participate in a number of events to mark the renewal and diversification of Canada's bilateral relations with that country. "I am pleased to be here at this important juncture," said Mrs. Stewart. "Changes in Tanzania's political and economic environment are contributing to the evolution of our relationship. In addition to re-launching development assistance, I will explore with my Tanzanian counterparts measures to encourage greater bilateral trade and investment." In this context, Mrs. Stewart noted that a number of Canadian mining companies are prospecting in Tanzania.

Ouellet to Participate in Bilateral and Multilateral Meetings in Europe

May 19, 1995, no. 94

Foreign Affairs Minister André Ouellet announced that he will be visiting Europe to meet with his counterparts for bilateral and multilateral talks. The first stop on Mr. Ouellet's tour will be Bonn, where he will meet with the German Minister of Foreign Affairs, Klaus Kinkel, for preparatory discussions to the G-7 Summit. Mr. Ouellet and Mr. Kinkel will also discuss the issue of security in Europe, the possibility of intensifying transatlantic relations, and the deteriorating situation in the former Yugoslavia. Mr. Ouellet will then travel to Geneva and Berne to meet with Mr. Flavio Cotti, his Swiss counterpart. They will discuss the Middle East peace process as well as the leading role that Switzerland could play in la Francophonie and the Organization for Security and Co-operation in Europe, over which it will preside in 1996. Mr. Ouellet also plans to promote Quebec's bid to host the 2002 Olympic Games and Montreal's bid to serve as headquarters for the Secretariat of the Convention on Biodiversity. Culminating this series of meetings will be Mr. Ouellet's participation in the ministerial sessions of the North Atlantic Council and the North Atlantic Co-operation Council in Noordwijk, the Netherlands, on May 30 and 31. Discussions concerning the expansion of NATO and its relations with Russia are on the agenda for these meetings. The Council will also look at developments in the former Yugoslavia. At the invitation of the French government, Mr. Ouellet will complete his tour in Paris on June 1. He will engage in discussions with the new French Foreign Minister and the Vice-President of the European Commission on the subject of the *Transatlantic Declaration*, which sets forth principles of co-operation and common objectives for Canada and the European Union.

Ministers to Attend OECD Meeting

May 18, 1995, no. 93

The Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, announced that he will lead a ministerial delegation including Human Resources Development Minister Lloyd Axworthy and Industry Minister John Manley to this year's meeting of ministers from member countries of the Organization for Economic Co-operation and Development (OECD) in Paris, May 23-24. The ministers will discuss economic growth, employment, social progress, and strengthening the multilateral trade and investment system. "The OECD has an important role to play in efforts to liberalize international trade and investment," Mr. MacLaren said. "I expect ministers at the Paris meeting will agree to negotiations on a ground-breaking multilateral agreement on investment," he noted. "An agreement on foreign investment will fill an important gap in international rules. It will also help Canadian firms investing abroad and generate more and better jobs in this country."

MacLaren Travels to Western and Central Europe to Foster Trade and Investment Ties

May 18, 1995, no. 92

The Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, will travel to Europe May 22 to June 1 to discuss trade and investment liberalization between North America and Europe and to foster stronger trade and investment ties with Western and Central European countries. He will be accompanied by more than 30 Canadian business representatives on the Central European leg of the trip. Mr. MacLaren will give a major speech to the Royal Institute for International Affairs in London on proposals for a transatlantic trade pact; head the Canadian delegation to the annual meeting of ministers of member countries of the Organization for Economic Co-operation and Development (OECD) in Paris; hold talks with ministers in Warsaw, Budapest, Prague, and Bonn; meet with leading German industrialists and speak to prominent business groups in Düsseldorf and Stuttgart; and call on the new Director General of the World Trade Organization in Geneva. "Prime Minister Chrétien's invitation to the European Union last December to consider a free trade pact with

North America is gaining increasing international attention," said Mr. MacLaren. "I plan to build on this interest during my trip. Clearly, transatlantic trade and investment liberalization would be beneficial for Europe and North America and would provide an impetus for further global trade liberalization."

STATEMENTS

We all agree that our first priority is to build a strong and effective WTO [World Trade Organization] to oversee the operation of the multilateral trading system. We are clearly not there yet. What is required is much more than additional resources to fulfil an expanded mandate. We need the commitment of governments — in particular the governments represented around this table — to renounce measures which are inconsistent with the new rules. We need a commitment to rely on the new dispute settlement procedures — rather than retaliation — when negotiated solutions prove impossible. Most important, we need to marshal the political will to move the agenda forward, to tackle the new issues, to deepen and strengthen the overall system.... A comprehensive plan for further trade liberalization should include the following elements: first, successful completion of the current negotiations on services, beginning with financial services. If we are to succeed, countries represented here will need to make specific efforts to improve their offers in the services sector as a whole so as to create the conditions for a liberal, MFN [most-favoured-nation] regime for financial services under the WTO. Secondly, our decision this week to launch negotiations of a high standard agreement on investment is an important step. Global investment flows have grown dramatically. An agreement which is open to non-OECD members will strengthen the multilateral trading system. We should invite the WTO Secretariat to observe the negotiations. We should begin informal discussions in Geneva with non-OECD countries to lay the basis for decisions in 1996 to include investment in the WTO work program....The OECD must take the lead in advancing the frontiers of trade liberalization and be prepared to challenge, through rigorous analysis and debate, those who oppose moving forward. A priority for the OECD must be further study and research focussed not just on the economic benefits of liberalization but on the costs of protection — from border tariffs to anti-dumping measures, to export subsidies. We should turn the argument against further liberalization on its head — what are the costs of status-quo protectionism? What are we forgoing in terms of lost employment and production? What inefficiencies are we needlessly leaving in place?

Notes for an Address by the Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, at the OECD Ministerial Strengthening the Multilateral System "Building on the Uruguay Round Achievements" (Paris, France, May 23, 1995, 95/33)

In years past, Europe and North America played a central role in building the new multilateral trading system, culminating in the recently formed World Trade Organization. We have each pursued deeper regional integration, first in the European Union and more recently in the NAFTA [North American Free Trade Agreement], which has, in turn, contributed to trade liberalization in Asia, in Latin America and beyond. But today Europe and North America appear strangely paralysed, seemingly unable to see a clear path forward, yet conscious that globalization is rendering the status quo obsolete. The time has come to take the next logical step and construct free trade across the Atlantic. Already trade and investment flows justify a more structured economic framework — some \$250 billion in two-way trade, \$460 billion in investment, reflecting a combined transatlantic output of over \$2 trillion.... What is becoming clear is that we need a context — a forum — within which we can begin to give expression to our common desire to move the transatlantic relationship forward. We should consider forming a transatlantic Eminent Persons Group largely or exclusively from the private sector, to begin to develop a more detailed road map for the way forward. In Germany, Canada, Britain and the United States — to name but a few — there are already national groups at work exploring how the increasing momentum toward transatlantic free trade can best be channelled. An Atlantic Eminent Persons Group might begin to examine trends in trade and investment flows across the ocean — the outlook, say, for the medium term to the year 2000. The group could also identify tariff and non-tariff constraints that should be addressed by governments. And it should broadly identify priorities for future trade negotiations, including examining the gaps between existing structures or agreements. Such a grouping might report by June 1996 to a meeting of ministers or leaders representing Europe and North America — an Atlantic Summit — so that we can begin to discuss these issues around the same table.... If the Cold War era was shaped by a world divided, the new global order will be shaped by a world converging, oftentimes at a dizzying pace. This poses its own challenges as well as opportunities. The diffusion of economic power, the rise of Asia, the advent of great regional blocs — all are manifestations of a global system in which we are at once more interdependent and less cohesive. In this sense, the challenge we face in the post-Cold War era is not unlike the challenge that has confronted the international system in the wake of all great upheavals: how to create a sense of collective purpose — a unifying vision — in the absence of a unifying threat? After the Napoleonic wars, it was the Concert of Europe; after the Great War, the ill-fated League of Nations; after the Second World War, Bretton Woods and the United Nations system. What is to be the new architecture in the aftermath of the Cold War? Where is the glue?

Notes for an Address by the Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, to the Royal Institute of International Affairs "The Occident Express: Towards Trans-Atlantic Free Trade (London, England, May 22, 1995, 95/32)

OFFICE OF THE PRIME MINISTER

Physical activity and sport are deeply-rooted in Canadian culture: enjoying the stillness of a lake while paddling a canoe; joining in a fast-paced game of ice-hockey. Canadians know well the pleasures and rewards of active living. Physical activity and sport cut across differences in language and culture. This

promotes values which strengthen our societies - discipline, teamwork and fair play. In recent years, we have become more conscious of the many health benefits of physical activity. And more Canadians have taken up more active living. Our governments are working together to further encourage the participation of all Canadians in physical activity and sport. Canada has also built a strong reputation for successfully hosting international sporting events. We have demonstrated our know-how by hosting the Olympic Games in Montreal and Calgary. Just last summer we hosted a very successful Commonwealth Games in Victoria. In 1999, we will have the honour of once again hosting the Pan-American Games in Winnipeg. And we are extremely excited about being among the four final contenders for the 2002 Olympic Winter Games, which, if awarded to Canada, would be staged right here in Québec City.

Notes for an Address by the Right Honourable Jean Chrétien, Prime Minister of Canada, for the Opening Ceremonies of the World Forum on Physical Activity and Sport (Quebec City, Quebec, May 21, 1995)

UPCOMING EVENTS

| | |
|-----------------|--|
| May 30-31: | Ministerial Sessions of the North Atlantic Council and the North Atlantic Co-operation Council (Noordwijk, the Netherlands) |
| June 5-10: | OAS General Assembly (Port-au-Prince, Haiti) |
| June 15-17: | G-7 Summit (Halifax, Nova Scotia) |
| September 4-15: | UN World Conference on Women (Beijing, China) |

Additional copies of the above documents that are produced by the Department of Foreign Affairs and International Trade can be obtained by calling (613) 944-4000 or toll-free at 1-800-267-8376. Documents produced by other departments can be obtained by calling their respective communications divisions in Ottawa. "This Week in Trade and Foreign Policy/Le commerce et la politique étrangère cette semaine" is produced weekly by the Foreign Policy Communications Division (BCF) of the Department of Foreign Affairs and International Trade.

